

**MARDI 12 MAI 2015**

*En route vers le crash économique final.*

- = Le système financier s'est déjà effondré p.1
- = Parasitisme, ploutocratie et dépression économique p.3
- = Pétrole: La Chine passe devant les USA p.7
- = La guerre contre le cash est déclarée (Bill Bonner) p.8
- = Défaut parfait : Olivier Delamarche VS Pierre Sabatier p.10
- = De l'importance des taux négatifs pour entretenir la bulle (Bruno Bertez) p.13
- = Europe-Russie : avons-nous pris le bon tournant géostratégique ? (Philippe Béchade) p.17
- = « La croissance de retour pour de bon en Europe !! » p.21
- = Les banques centrales vont discuter des moyens pour prévenir un bank run mondial p.25
- = 8 – Irréversibilité et perte d'information p.29
- = Bulle boursière ? Les banques centrales seront aux manettes p.32
- = Grèce : ENCORE DEUX SEMAINES AU PLUS... p.33
- = *Grèce* : Rodomontades en tous genres (Paul Jorion) p.34
- = Grèce/Eurogroupe : le feuilleton commence à sacrément lasser ! p.34
- = Pourquoi la Federal Reserve US monterait-elle son taux directeur ? (Pierre Leconte) p.36
- = Pétrole : il faut « oublier l'idée d'un baril à 100 dollars » p.41
- = Et si l'abeille disparaissait du globe? p.42
- = La Fed peut-elle prédire les mouvements boursiers? p.43



## Le système financier s'est déjà effondré



Phoenix Capital  
Gains, Pains and Capital

Publié le 12 mai 2015

La réputation des banques centrales à l'échelle globale est en sursis.

La reprise économique dont on nous parle maintenant depuis 2009 repose sur la capacité des banques centrales à régner sur l'effondrement.

La première vague d'interventions (de 2007 à 2009) a été lancée en le nom du sauvetage du système. La deuxième vague (2010-2012) a été lancée parce qu'on pensait alors que la première n'avait pas suffi à relancer le monde dans la direction d'une reprise durable.

Mais à partir de 2012, tout a changé. Les banques centrales se sont complètement abandonnées à la folie keynésienne qu'elles avaient commencé à adopter en 2008. Les programmes de QE ont cessé d'avoir des dates de fin. Et les termes « durée indéterminée » et « tout le nécessaire » ont commencé à apparaître dans les bouches des banquiers centraux.

Mais la folie allait plus loin encore. Il est une chose d'avoir recours à de fausses promesses pour se frayer un passage au travers de la plus faible reprise économique enregistrée en plus de 80 ans ; mais il en est une autre de parier la solvabilité d'une nation et d'attendre de voir ce qui se passera.

En 2013, la Banque du Japon a lancé un programme de QE qui représentait 25% du PIB de son pays. C'est quelque chose que nous n'avons encore jamais vu. Jamais auparavant un pays n'avait dépensé tant d'argent par rapport à la taille de son économie – et en si peu de temps. Les résultats n'en ont pas été satisfaisants : quelques trimestres de croissance économique accrue couplée à une réduction des dépenses des ménages et d'une hausse de l'indice de misère et de l'inflation.

C'était le début de la fin. Le Japon est passé très près de faire s'effondrer son marché des obligations suite au lancement de ce programme (les fusibles ont sauté plusieurs fois en une seule semaine). Il a toutefois fallu attendre 2014 pour que le système perde complètement les pédales.

Je fais bien entendu référence à la décision de la Banque du Japon d'élargir son programme de QE déjà trop important, non pas pour le bénéfice de son pays, mais pour que les prévisions des économistes puissent correspondre aux objectifs d'inflation de Kuroda.

C'est à ce moment-là que les banques centrales ont cessé de prétendre que leurs actions et politiques avaient pour objectif le bien public et la stabilité. Tout n'était alors plus question que de forcer la réalité à correspondre aux théories et aux prévisions des banquiers centraux. Si la réalité n'a pas réagi comme prévu, ce n'est pas parce que ces théories étaient erronées... mais parce que les banquiers centraux n'avaient pas gardé le doigt appuyé suffisamment longtemps sur le bouton « imprimer ».

C'est à ce moment-là que le système financier a été mis irrévocablement hors d'usage. Nous n'en avons simplement pas encore ressenti les conséquences.

Du moins pas avant le mois de janvier 2014, au cours duquel la Banque nationale suisse a perdu le contrôle, brisé ses promesses et l'arrimage de sa devise, et perdu entre 10 et 15% du PIB suisse en moins d'une journée. Certains problèmes sont si importants que la capacité de création monétaire ne suffit pas à les régler.

Une banque centrale a perdu le contrôle. Et ce ne sera pas un événement

isolé. Les banques centrales du monde sont aujourd'hui endettées à hauteur de 50 pour un. Les entités chargées du soutien de notre système financier insolvable sont elles-mêmes insolvables. [Lorsque les banques centrales font des « Quantitative Easing » (comme la banque centrale européenne avec son programme de 1100 milliards d'euro) personne n'a cet argent. C'est de la fausse monnaie. Il n'y a aucune richesse réelle derrière cet argent inventé. Alors, comment cela va se terminer?]

La grande crise, celle qui verra s'effondrer des nations entières, a commencé. Il lui faudra plus de quelques semaines pour s'installer. Ce genre de crise peut prendre des mois à se faire ressentir. Mais elle a commencé.

## Parasitisme, ploutocratie et dépression économique

Par Andre Damon wsws.org 11 mai 2015



**Sept ans depuis la crise financière de 2008, l'économie des États-Unis demeure enlisée dans la stagnation et le parasitisme financier. Cette réalité a été soulignée par la publication le mois dernier de données montrant que l'économie avait presque cessé toute croissance dans le premier trimestre de cette année, réfutant les affirmations sans cesse répétées par le gouvernement Obama selon lequel l'économie des États-Unis est en train de se rétablir.**

Le ministère du Commerce américain a annoncé que le produit intérieur brut

a augmenté de seulement 0,2 pour cent entre janvier et mars, chutant de 2 points de pourcentage depuis le trimestre précédent. Depuis la fin officielle de la récession en 2009, l'économie des États-Unis a augmenté à une moyenne annuelle de seulement 2,2 pour cent, comparativement à la moyenne de 3,2 pour cent durant les années 1990 et 4,2 pour cent dans les années 1950.

La stagnation économique aux États-Unis est l'un des éléments de la crise mondiale qui continue à affecter l'économie mondiale. Le mois dernier, le Fonds monétaire international a averti dans ses Perspectives de l'économie mondiale qu'il était peu probable que la croissance mondiale revienne aux taux de croissance qui existaient avant l'effondrement de 2008.

Il a averti, «la croissance potentielle dans les économies avancées demeurera probablement à des taux inférieurs à ceux d'avant la crise, et l'on prévoit à moyen terme un déclin supplémentaire dans les économies de marché émergentes». Le rapport a ajouté que, «peu après que la crise ait frappé en septembre 2008, l'activité économique s'est effondrée et, plus de six ans après la crise, la croissance est toujours plus faible que ce qui avait été prévu avant la crise.»

Le FMI a remarqué que l'investissement des entreprises est à un plancher record, bien en dessous du niveau de toute reprise économique depuis la Seconde Guerre mondiale. Ce constat provient du rapport sur la croissance économique des États-Unis du ministère du Commerce qui indique que l'investissement fixe des entreprises a chuté de 3,4 pour cent au cours du trimestre précédent.

Le marasme de l'investissement dans la production prend place pendant que les grandes sociétés détiennent la plus importante réserve de liquidités dans l'histoire: les sociétés américaines à elles seules détiennent 1,4 billion de dollars.

***Au lieu d'utiliser cet argent pour investir, embaucher des travailleurs et augmenter les salaires, les grandes sociétés américaines l'utilisent pour racheter des actions, augmenter les dividendes et procéder à des fusions des et acquisitions.***

General Motors, qui a réduit de 50 pour cent le salaire des nouveaux employés lors de la restructuration du secteur de l'automobile en 2009 et qui

cherche à réduire les coûts de la main-d'œuvre encore plus dans la prochaine convention collective, a annoncé un programme de rachat d'actions, en utilisant ses vastes sommes accumulées de liquidités pour enrichir encore plus ses actionnaires riches.

Pendant ce temps, le géant de l'énergie Shell, qui plus tôt cette année a déjà mené une impitoyable lutte contre les travailleurs des raffineries de pétrole qui ont fait la grève pour une augmentation de salaire et des améliorations pour la sécurité au travail, a annoncé qu'il achèterait le producteur de pétrole britannique BG au prix de 70 milliards de dollars.

Cette année s'annonce comme étant l'une des plus importantes de l'histoire pour les fusions et acquisitions: des sommes records de 4,3 billions de dollars seraient disponibles pour des activités de fusion, d'après Crédit Suisse.

Parmi les fusions les plus importantes figurent celles entre les producteurs de produits alimentaires Kraft et Heinz (qui entraînera probablement la perte de 5000 emplois), Staples et Office Depot (qui causera la fermeture de 1000 magasins et la suppression de milliers de postes). RadioShack est en train de conclure un accord avec Standard General qui entraînerait la fermeture de plus de 2000 magasins et la suppression de 20.000 postes.

Les marchés boursiers ont célébré chacun de ces bains de sang corporatifs. Le mois dernier, l'indice boursier NASDAQ a éclipsé la pointe atteinte en 2000, au plus fort de la bulle informatique. Le NASDAQ a presque quadruplé depuis 2009, tandis que le Dow Jones, l'indice boursier industriel, a triplé en valeur.

**En raison de la hausse fulgurante des marchés boursiers, les 400 individus les plus riches aux États-Unis ont vu leur richesse doubler depuis 2009 – l'ère d'Obama.** Ils ont maintenant un avoir combiné net de 2,29 billions \$, soit plus que la valeur de la production annuelle des 130 pays les plus pauvres du monde.

**La richesse grandissante de l'oligarchie financière est le pendant de l'appauvrissement continu des travailleurs. Un enfant américain sur quatre vit officiellement dans la pauvreté; un sur cinq n'a pas assez à manger; et la moitié des élèves du réseau public a accès, en raison de sa situation économique, à des repas gratuits ou à prix réduit.**

L'État américain ne travaille pas pour améliorer cette inégalité grandissante,

mais plutôt pour faciliter l'enrichissement continu des aristocrates financiers et du monde des affaires.

Les institutions qui sont censées «réguler» le système financier ne font guère plus que masquer et faciliter ses crimes. Cette réalité élémentaire s'est reflétée dans l'accord conclu le mois dernier entre les États-Unis et la Deutsche Bank, dans laquelle la banque allemande a reçu une amende, qui équivaut à une tape sur les doigts, pour avoir clairement aidé à falsifier le LIBOR, le taux d'intérêt directeur mondial, pour son propre enrichissement.

Wall Street récompense généreusement le soutien et la protection qu'il reçoit des prétendus régulateurs financiers. Un bon exemple est celui de Ben Bernanke, l'homme qui en tant que président de la Réserve fédérale a supervisé le sauvetage des banques et les mesures d'«assouplissement quantitatif» qui ont permis de transférer des billions de dollars vers les bilans financiers de Wall Street.

C'est maintenant jour de paye pour Bernanke: il a été embauché non pas par une, mais par deux institutions financières: le fonds d'investissement Citadel et Pimco, l'un des plus grands négociateurs d'obligations dans le monde. Tous deux le paieront généreusement pour services rendus.

Ces traits dominants de la vie économique dans la période actuelle ne sont pas des aberrations, mais plutôt le caractère essentiel du système capitaliste, qui a été identifié pour la première fois par Karl Marx et Friedrich Engels il y a 170 ans: des crises, la stagnation économique et des inégalités sociales toujours croissantes.

La seule façon de mettre fin à ce parasitisme et au marasme économique et d'assurer un niveau de vie décent pour tous est de rompre la camisole de force politique de l'oligarchie financière. Cela est inséparable de la lutte pour renverser le système capitaliste archaïque et parasitaire et le remplacer par le socialisme, qui représente la réorganisation rationnelle de la société dans l'intérêt de la grande majorité de la population.

[source](#)

# Pétrole: La Chine passe devant les USA

Laurent Horvath 2000watts.org Lundi, 11 Mai 2015



Au mois d'avril 2015, la Chine est devenue le plus grand importateur de pétrole au monde, devant les USA. Pékin a importé 7,37 millions de barils par jour en avril comparé aux 7,2 millions de barils de Washington.

Le pétrole de schiste a fortement réduit les importations américaines, même si les importations US restent à un niveau très important. De son côté, la Chine est en train de créer des réserves en profitant des prix avantageux.

La Chine est en mode "achat" et profite pleinement des prix bas sur les marchés ainsi que les opportunités qui s'offrent à elle. Ainsi, l'accord sur le nucléaire iranien permet à Téhéran de livrer son précieux or noir à la Chine à un prix "discount" il va de soi.

## **Peak de production aux USA**

La baisse de la production des huiles de schiste américaines pourrait refaire pencher la balance du côté d'Obama, car la production de pétrole de schiste passera à 4,98 millions b/j en mai, contre 5,02 millions en avril, soit une baisse de 45'000 b/j.

Cette diminution montre que les producteurs de schiste ressentent l'influence des prix bas actuels et certaines entreprises sont en train de mettre la clé sous le paillason.

De leur côté la Russie et l'Arabie Saoudite maintiennent la pression et continuent de mettre sur les marchés des quantités très soutenues de pétrole d'autant que les prix ont augmenté sur les marchés. Le rouble est retourné dans la zone des 50 roubles / 1\$ ce qui donne un peu d'air frais à la Russie.

Baker Hughes estime que le nombre de forages de schiste en activité est passé de 1'800 rigs en avril 2014 à 800 en avril 2015 avec une forte baisse au Dakota et au Texas. De plus, la forte baisse des investissements des majors et des pays producteurs va bientôt diminuer les quantités de pétrole mises sur les marchés pour une hausse des prix très attendue. Reste à savoir pour quand?

# La guerre contre le cash est déclarée

12 mai 2015 | [Bill Bonner](#) | [La Chronique Agora](#)

▪ [L'économie japonaise est en crise, disions-nous hier](#). Voilà deux ans que le gouvernement Abe a entamé son programme de relance. Les salaires sont en fait plus bas aujourd'hui qu'ils ne l'étaient au départ. Et tout ça se passe sur fond de baisse de la main-d'oeuvre ; le bassin de main-d'oeuvre devrait chuter de 20% au cours des 25 prochaines années. Le but principal du programme de relance était d'augmenter le taux d'inflation au Japon. Mais on pourrait multiplier les 12 derniers mois d'augmentation des prix par neuf — on n'atteindrait toujours pas les 2% de cible gouvernementale.

Aux Etats-Unis aussi, l'inflation disparaît aussi rapidement que les bonnes manières. Sur les 12 derniers mois, les prix à la consommation ont stagné ou à peu près. Cela en dépit d'une augmentation de 400% des actifs de la Fed — qui constituent la base monétaire du pays — au cours des six dernières années. Si une telle quantité d'impression monétaire ne provoque pas une augmentation de l'IPC, comment y parvenir ? Nous y reviendrons.

Et si on ne peut pas compter sur l'inflation pour réduire les dettes mondiales, qu'en est-il de la déflation ? Les autorités la craignent, la détestent et tentent de l'empêcher par tous les moyens. Sauf que la déflation fonctionne. Elle fait baisser les ventes, les prix et l'emploi, forçant les emprunteurs à faire faillite. Leurs dettes ont ensuite perdu toute valeur.

Hélas, dans un monde de taux zéro, les peaux de bananes disparaissent des trottoirs. Il est presque impossible de faire faillite, de faire défaut ou de se casser la figure.

La lettre *Grant's Interest Rate Observer* cite un exemple en particulier : Radio Shack. L'entreprise a perdu pied en 2007, déclare Grant. Le journal satirique *The Onion* s'est moqué de son directeur, Julian Day, en lui faisant dire la phrase suivante : "il doit y avoir un *business model* qui permet à cette entreprise de gagner de l'argent, mais que je sois pendu si je sais lequel".

Pourtant, Radio Shack est resté en activité — empruntant toujours plus d'argent tandis que sa notation passait de BB- à D durant les huit années suivantes. Finalement, l'entreprise a mordu la poussière en février 2015.

Rien de tel que du crédit bon marché illimité pour faire en sorte que les roues continuent de tourner — lentement. En 2009, une année sombre pour les



entreprises américaines, 60 837 entreprises se sont mises en faillite. En 2014, on n'en a enregistré que 26 983. Ce chiffre n'est pas étonnant par son importance, mais bien par sa petitesse. Quand on peut emprunter pour rien... ou presque... pourquoi se mettre en faillite ?

### ▪ Les limites du système

Bien entendu, toutes les entreprises n'ont pas un accès égal à l'argent gratuit. Les plus petites font faillite. Les grosses restent en activité. L'économie reste en vie, mais sous respirateur.

Il y a une grande limite à ce système, toutefois : à mesure que le ralentissement empire, les prix chutent et les taux réels grimpent. C'est-à-dire que les autorités ont beau prêter à taux zéro, si les prix chutent, le taux d'emprunt effectif et réel peut grimper.

Jusqu'à présent, on partait du principe que les taux ne pouvaient pas passer sous le zéro. Les gens ne paieraient pas pour le privilège de détenir de l'argent en banque ou en obligations ; ils prendraient simplement leur *cash* et le mettraient à l'abri.

Mais partout dans le monde, les gouvernements centraux ont commencé une "guerre contre le *cash*", destinée à contraindre les gens à utiliser le crédit, plutôt que du liquide. Les autorités peuvent surveiller, imposer et contrôler le crédit. Elles peuvent même vous forcer à payer pour le privilège d'en détenir.

La Banque centrale européenne et la Banque nationale suisse exigent déjà des déposants qu'ils paient pour le stockage de leur argent. Il y a quelques jours, JP Morgan Chase a commencé à demander à ses déposants des "frais d'utilisation" en l'échange du stockage de leur argent.

Les économistes défendent à présent l'idée de taxer le liquide ou même, comme Ken Rogoff, de le rendre illégal. En France, il est déjà illégal de payer en espèces des factures de plus de 1 000 euros. Aux Etats-Unis, de leur côté, les travailleurs du secteur financier — les guichetiers des banques, par exemple, doivent dénoncer les clients en remplissant des "dossiers d'activité suspicieuse" sur quiconque se présente avec ce qu'ils considèrent comme une somme inhabituellement élevée en liquide.

Pourquoi cette "guerre contre le *cash*" ? En partie pour vous contrôler. Et en partie pour contrôler l'économie. S'ils peuvent créer un monde où les taux d'intérêt nominaux sont négatifs, ils pourraient entretenir le flot de crédit qui

coule vers leurs amis et les zombies, maintenant l'économie dans le coma pendant de nombreuses années.

Des entreprises qui devraient faire faillite auront accès au crédit. Les spéculateurs gagneront encore de l'argent. Les gouvernements continueront à imprimer de la monnaie et à se l'emprunter à eux-mêmes. Bien sûr, de temps en temps, les zombies jetteront quelques cailloux et bouteilles — mais ils obtiendront quand même leur *cash* et le système survivra.

## Défaut parfait : Olivier Delamarche VS Pierre Sabatier

Les Éconoclastes 11 mai 2015



*La seconde vidéo n'étant toujours pas fonctionnelle sur le site de BFM, nous vous proposons l'audio de ce face à face en attendant de vous mettre les vidéos.*



<http://leseconoclastes.fr/2015/05/bfm-du-11-mai-2015-defaut-parfait/>

### **Les marchés sont en baisse**

Pour Pierre Sabatier, « lorsque l'on parle de bulles, la véritable problématique c'est : quand est-ce qu'elles s'arrêtent ? » Ainsi la vraie question n'est pas de savoir quand les marchés vont-ils arrêter de baisser, mais si la bulle va arrêter de gonfler. Mais celle-ci, selon notre Econoclaste devrait se poursuivre encore un moment car le moteur actuel des marchés européens n'est autre que la Banque Centrale Européenne. Or ce moteur ne semble pas vouloir s'arrêter, puisqu'au contraire même, il commence seulement à injecter des

liquidités dans ces marchés grâce à la création monétaire.

Les conséquences que décrit Pierre Sabatier sont donc les suivantes : les caisses de retraite et les assureurs, qui représentent une lourde part des marchés financiers sont privés de leur matière première, à savoir des obligations d'Etats, et « sont forcés d'acheter autre chose », à savoir des actions ou des obligations d'entreprises.

**« Le seul moteur des marchés depuis des années c'est la Banque Centrale. »** Pierre Sabatier

Il y a toujours des consolidations dans les bull-market, mais comme la Banque Centrale administre les prix, les marchés repartiront à la hausse bientôt, malgré le calage de l'économie américaine, chinoise ou encore des risques de sortie de la Grèce.

**Les taux d'intérêt sont dictés par la Banque Centrale Européenne**

Pierre Sabatier ne s'interroge pas sur l'existence de taux d'intérêt aussi bas : « Est-ce que les ménages et les entreprises seraient capables de vivre avec des taux d'intérêt qui seraient de 2 ou 3% ? Ma conviction c'est que non. »

**« Les taux d'intérêts sont en lien avec la croissance et l'inflation et chez nous on n'en a pas ! »** Pierre Sabatier

« On n'a pas d'amélioration de croissance et on n'a pas d'amélioration de l'inflation [...] Pour l'instant c'est du *wishful thinking* » selon Olivier Delamarche. Les taux obligataires ont remonté en Europe pour l'unique raison que les marchés se demandent si la Grèce va rembourser ses créancier ou non.

**« Quand vous prêtez à un Etat dont vous savez pertinemment qu'il ne va pas vous rembourser, je suis étonné qu'on ne demande pas plus comme taux. »** Olivier Delamarche concernant les taux d'intérêt du Portugal

« Le taux d'intérêt devrait refléter le risque que vous prenez quand vous prêtez à quelqu'un. Aujourd'hui le risque n'est pas du tout pris en compte. » Alors pourquoi continue-t-on d'acheter les dettes de ces Etats ? La réponse réside dans la politique de la Banque Centrale Européenne qui affirme qu'elle

rachètera plus chère de toute manière ces obligations.

### **« Est-ce que les grecs peuvent faire autrement ? »**

Pour pouvoir faire autrement que de céder aux demandes de l'Eurogroupe, la Grèce doit « ne plus avoir besoin des autres », c'est-à-dire qu'il ne faut plus de déficit public hors charge financière, donc pas de déficit courant : une balance commerciale (exportations – importations) équilibrée. Hors les grecs n'en sont pas si loin donc on peut même se demander pourquoi le gouvernement grec n'a pas été plus brutal en début d'année pour Pierre Sabatier.

Au final si les grecs n'avaient pas laissé les capitaux sortir du pays, ils auraient pu faire un « défaut parfait » sur leur dette selon Pierre Sabatier. En réalisant ce contrôle des capitaux et la suppression de la dette extérieure, les grecs auraient supprimé « 120% de PIB de dettes et se retrouvaient avec seulement 35% de dettes publiques détenues par des grecs. »

Si la Grèce reste dans l'euro, alors on verra les taux d'intérêt de 0.8% redescendre vers 0.2% parce que la Banque Centrale l'a dit, tout simplement. Toujours est-il que pour le moment, la négociation entre l'Eurogroupe et la Grèce est en cours, et il faut arrêter pour Olivier Delamarche d'analyser mot à mot cette négociation, parce que tout ce qui est dit est voué à changer.

### **L'économie américaine dans la tourmente**

Presque un tiers des américains (plus précisément 93 200 000 américains sur 320 millions) qui devraient travailler, ne travaillent pas. Ajoutons à cela les chiffres du commerce extérieur de mars 2015 qui vont corriger le PIB américain et les ventes en gros, qui baissent depuis 8 mois consécutifs et qui sont entre autre la conséquence de l'augmentation des stocks. Ainsi la croissance américaine va être très mauvaise car l'économie américaine ne se portent pas aussi bien qu'on aimerait nous le faire croire.

**« Evidemment on va avoir le défilé des bisounours qui vont nous dire que c'était à cause du temps [météo]. »** *Olivier Delamarche*

Madame Yellen expliquait, il y a deux semaines, qu'elle ne voyait aucune bulle sur les marchés, et maintenant que les marchés baissent, elle explique

qu'elle voit une bulle. Pour Olivier Delamarche l'explication est simple : « soit elle est complètement idiote et c'est à mon avis un des paramètres à prendre en compte, soit elle est vraiment pommée. C'est-à-dire qu'elle n'a plus rien dans les mains. »

Pour prouver que nous sommes dans une bulle, Pierre Sabatier s'en réfère à l'histoire économique, comme il l'a déjà fait lors de son intervention sur [\*\*BFM du 13 avril 2015 – Des bulles sans surprises.\*\*](#)

Si on regarde le passé sur longue période et notamment le marché américain pour savoir où on en est dans le gonflement de la bulle : « on voit qu'une déconnexion aussi forte entre les fondamentaux économiques et la valorisation des marchés qu'on peut traduire par le ratio cours sur bénéfices [... n'a eu lieu que dans] 7 épisodes qui ont été aussi en déconnexion depuis le début du XXème. On en a deux catégories : soit 87 soit 98. C'est-à-dire qu'à ce niveau là de déconnexion il serait probable que dans les mois à venir on connaisse un vrai décrochage.

Soit 1928 et 1999 [...] et on aura encore une grosse année où la bulle va monter dans le vide, mais va monter [...] et finira par exploser, parce que vous savez que 28 et 99 ont débouché non sur une correction mais sur le début d'un long bear-market, d'un long marché baissier qui aura duré quelques années. » N'hésitez surtout pas à retrouver l'article de Pierre Sabatier sur le sujet sur le site de l'Agefi ici : [\*\*Le S&P 500 pourrait se diriger vers un choc similaire à celui de 1987.\*\*](#)

« **On est en récession aux Etats-Unis** » *Olivier Delamarche.*

« Les arbres ne montent pas jusqu'au ciel et on a atteint des niveaux insoutenables dans la durée » car tous les mécanismes pour relancer la croissance aux Etats-Unis ont été actionnés pour Pierre Sabatier. A l'inverse des pays européens où la rigueur a été de mise, les Etats-Unis ont eu une politique de dépense. Pourtant « la réalité c'est que le seul bon chiffre diffusé depuis des mois c'est l'emploi. »

## [\*\*De l'importance des taux négatifs pour entretenir la bulle\*\*](#)

[\*\*Les Clefs pour Comprendre du Mardi 12 Mai 2015 Bruno Bertez\*\*](#)

Il y a 76 trillions d'emprunts souverains cotés sur les marchés. Entre 25 et

30% d'entre eux n'offrent que des rendements négatifs. Cela veut dire qu'au moment du remboursement, les créanciers recevront moins qu'ils n'ont prêté.

Ainsi, on aura rendu ce qui est fixe, le contrat qui détermine les conditions du prêt, en variable, puisque l'on rembourse moins. On rend ce que nous appelons bio-dégradable. Cela n'est pas très différent de ce qui se passe sur les marchés d'actions ou vous pouvez acheter un titre coté au prix de 100 et voir son cours chuter jusque 90, si vous vendez alors vous ne récupérez que 90. C'est cette comparaison qui rend assimilable la notion de taux négatif. Pour admettre la notion de taux négatif, il faut introduire cette idée que l'on peut perdre sur son capital.

Ce qu'il faut comprendre c'est la base de la crise: elle vient du fait que l'on a mis du fixe sur du variable et toutes les pseudos solutions consistent à rendre le fixe variable pour pouvoir le déprécier. Si vous avez compris cela vous avez tout compris, le passé, le présent et le futur.

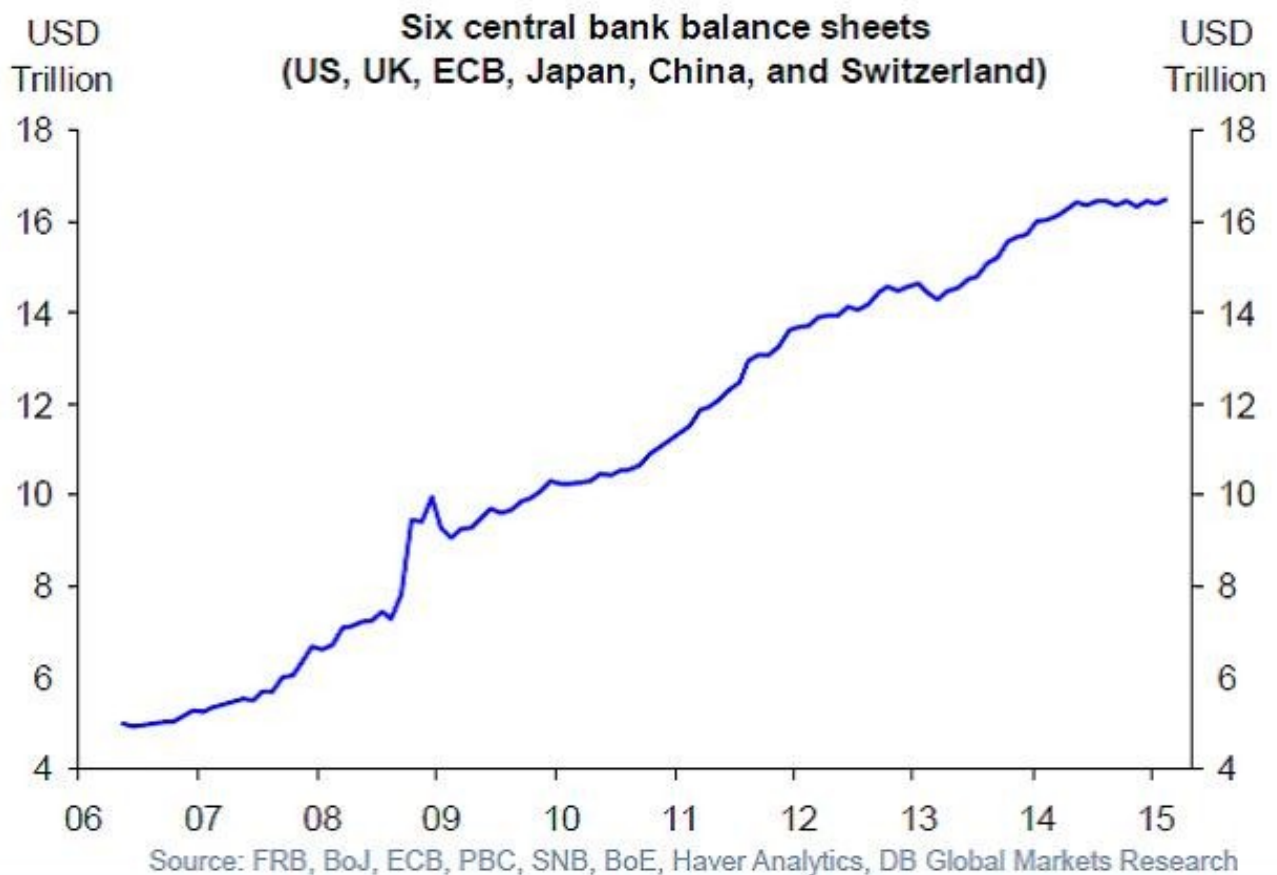
La crise est « un besoin de destruction des promesses que l'on ne peut tenir ». On ne peut échapper à la logique de la crise : la destruction. Mais on peut la retarder, la piloter, la diriger et surtout, entre-temps renforcer les structures de l'ordre social afin qu'il n'éclate pas. C'est ce que l'on fait.

Nous sommes dans la phase où on inflat les promesses, c'est une phase transitoire qui ne résout rien, mais elle permet de gagner du temps. La baisse des taux et des taux négatifs, permettent de prolonger le crédit quand il menace de s'épuiser. Mais quand les taux baissent la valeur des titres anciens augmente, car le prix d'une créance varie en proportion inverse de rendement, à force de baisser les taux, les prix des créances ils finissent par faire « bulle ». La baisse des taux et les taux négatifs présentent l'avantage de faire tenir le système pendant quelque temps, cela allège le coût du stock de dettes. L'autre effet est l'inflation du prix des créances, elles valent plus cher, donc elles permettent de rendre apparemment prospères les banques qui les détiennent. Elles stabilisent les portefeuilles des banques, les rend en apparence plus solvables. Maintenant, elles rendent solvables les Banques Centrales lesquelles sont devenues les plus détenteurs de portefeuilles obligataires. Grâce à ce maintien du crédit, les banques et les grandes fortunes peuvent acquérir, rafler tous les assets de qualité disponibles, ce qu'elles font bien entendu et c'est ce qui explique la concentration du capital et l'accroissement des inégalités.

Mais ceci ne peut durer, il doit y avoir une seconde phase, la phase curative, on ne peut repousser le stock de dettes à l'infini, la disproportion avec les richesses disponibles et prévisibles finit par devenir trop grande. Les dettes deviennent trop énormes par rapport aux GDP ou aux chiffres d'affaires, ce ratio est le fameux critère de Warren Buffett. Cette phase curative consiste une fois que l'on a gonflé fictivement la valeur des dettes par les taux, une fois que l'on a raflé les richesses à crédit, à monter les taux pour crever la bulle et faire le mouvement en sens inverse, c'est à dire dévaloriser la valeur du stock de dettes accumulées. La dévalorisation du prix des dettes par la hausse des taux est mécanique. Elle équivaut à un Jubilee, les Jubilees d'antan.

On ne peut avoir de phase I sans avoir de phase II. Le « reset » n'est qu'une question de technique financière, à la faveur de la chute du prix de dettes obtenue par la hausse des taux, on monte des opérations de conversion de dettes, de rachat obligataire, l'imagination ne manque pas puisque détenant la planche à billets, « ILS » peuvent créer le pouvoir d'achat illimité qui permet de ramasser pour presque rien le stock ainsi déprécié. L'avantage c'est que grâce à la contagion toutes les dettes sont dépréciées, c'est une sorte de grand « Reset ». Les Banques Centrales, vos Banques Centrales sont ruinées, mais cela n'a aucune importance, car ce qui vaut dans une Banque Centrale, ce n'est pas le bilan, mais la Charte, c'est à dire le fonds de commerce. Il permet d'avoir le monopole de la création de monnaie et de l'imposer.

Major central banks have printed \$11trn since 2007. \$1trn more on the way from the ECB. China could also add later in 2015.



Les taux négatifs ont une fonction d'entonnoir, il s'agit d'attirer ce qui est fixe intangible, non dépréciable facilement, les dépôts bancaires, dans le creuset qui permet de déprécier, c'est à dire de dévaloriser. Si vous avez 100 de dépôts bancaires et que vous êtes soumis à des taux négatifs, si on vous menace en plus de prélèvement sur votre dépôt, alors vous achetez des obligations d'état qui sont la seule alternative au cash et vous entrez dans le creuset. Et là on vous pousse, pour avoir un minuscule rendement à « prendre des risques » c'est à dire à acheter des titres qui perdent encore plus, qui sont encore plus dévalorisables. On vous fait monter l'échelle du risque. Quand on vous parle de risque, comprenez : potentiel de dévalorisation encore plus grand ! Vous achetez un fond d'état à 130, au prix de la bulle, vous ne gagnez rien car le taux est nul ou négatif et quand on vous monte les taux, alors votre avoir se dévalorise, il devient 120, puis 100, puis 60 puis 40 au fur et à mesure que les taux montent. La valeur de marché de la masse de créances sur les souverains se contracte; et il n'y a plus qu'à faire soit un rachat à bas



prix comme on aurait dû le faire au moment de la première crise Grecque ou alors une opération de conversion obligatoire. La finance c'est comme la musique, on vous fait danser au son de la flûte enchantée comme dit le bon Chuck Prince, puis on change d'instrument et on vous fait le coup de l'accordéon, vous tentez de fuir la piste, de trouver une chaise, hélas il n'y en a plus pour vous, les gros, les dominants les ont déjà prises.

Pourquoi acheter quelque chose qui vous spolie, quelque chose qui ne rapporte rien ou même négativement ? Tout simplement parce que ce contre quoi vous l'échangez, votre dépôt bancaire, est menacé. Menacé soit de prélèvement fiscal, soit d'un intérêt négatif. Ou même d'une conversion obligatoire en actions de votre banques ou conversion en obligation à long terme qui ne vaut rien.

La menace sur les dépôts est le corollaire de l'évolution vers les taux négatifs, et il faut en plus que vous n'ayez pas d'alternative, il faut que l'on vous empêche de convertir vos dépôts en argent liquide pour le mettre dans un coffre ou sous votre matelas. C'est un tout. D'où la campagne pour dissuader les gens de retirer leur cash de la banque, campagne qui essaie de vous faire croire que vous êtes coupable, que vous manquez de civisme.

Pour gonfler, pour pomper la bulle jusqu'au point où on achète des bonds qui ne rapportent rien ou qui coûtent, il faut faire peur. Ce qui est non dévalorisable, les dépôts bancaires doivent être menacés. La bulle ne peut tenir que si, et seulement si, les taux négatifs et les menaces sur le cash se généralisent. Nous venons d'assister à une alerte sur les marchés obligataires mondiaux. On vous fait passer cette alerte pour ce qu'elle n'est pas, une bouffée d'animal spirits ou une bouffée de bon sens, peu importe l'essentiel est que cette alerte ne se donne pas pour ce qu'elle est : un test, une répétition. Faute d'expérience historique, on fait des expériences, on modélise.

## **Europe-Russie : avons-nous pris le bon tournant géostratégique ?**

12 mai 2015 | [Philippe Béchade](#) | [La Chronique Agora](#)

▪ Les célébrations du 70ème anniversaire de la défaite de l'Allemagne nazie ont donné lieu à Moscou au défilé militaire et populaire le plus grandiose

depuis l'ère Brejnev/Andropov (autrement dit, les années 80).

Ce fut une démonstration d'unité nationale, selon l'interprétation Bisounours... Et surtout l'occasion pour Poutine et les généraux russes de dévoiler au monde la nouvelle génération de blindés en comparaison desquels ceux de l'armée ukrainienne font figure d'antiquités dignes d'un pays en voie de sous-développement.

C'est ce qui faisait dire à un chef d'état-major occidental il y a déjà un an — alors que le rattachement de la Crimée à la Russie se profilait — que si Poutine avait eu comme projet d'arracher les provinces russophones à l'influence de Kiev, "cela aurait été réglé en trois jours", tant la supériorité matérielle et stratégique des troupes russes était écrasante.

Les Occidentaux n'ont jamais interprété la non-intervention militaire du Kremlin — qui s'est contenté de fournir aux rebelles de quoi échapper à leur anéantissement promis par Kiev — comme une preuve de retenue... Ou même comme une preuve de désintérêt pour "l'autonomie" de Donetsk et de sa région, se traduisant par un rattachement de fait à l'espace économique et géopolitique russe.

*La propagande de l'OTAN a continué de présenter Poutine comme le "méchant" de l'histoire*

La propagande de l'OTAN a continué de présenter Poutine comme le "méchant" de l'histoire malgré l'accumulation de preuves que le coup d'Etat de Maïdan aurait été téléguidé

depuis Washington avec l'appui diplomatique de l'Union européenne et des complicités polonaises (qui se sont elles-mêmes dévoilées et revendiquent certaines "initiatives décisives").

Il fallait aller au bout de cette logique de diabolisation de Poutine ; cela passait par le boycott des cérémonies de Moscou par les principaux chefs d'Etat européens et occidentaux.

Angela Merkel, qui se rendait à Moscou en visite officielle... après les festivités du 70ème anniversaire de la victoire de 45, s'est empressée de déplorer l'absence de cessez-le-feu en Ukraine, oubliant d'associer Kiev dans son appel à l'arrêt des hostilités.

#### ▪ **L'Europe a-t-elle raison ?**

Quel message géostratégique l'Europe envoie-t-elle au reste du monde en ne cessant de clamer un isolement de Moscou qui est constamment démenti ?

Car si la tribune officielle de la Place Rouge ne contenait aucun représentant des démocraties occidentales... Poutine était bien entouré des principaux acteurs du projet de "dédollarisation" de la planète. Etaient présents le numéro un chinois Xi Jinping, le président indien Pranab Mukherjee, le Vietnamien Truong Tan Sang... sans oublier la présence du président égyptien Abdel Fattah al-Sissi ainsi que du secrétaire général de l'ONU Ban Ki-Moon.

Les citoyens occidentaux réalisent-ils à quel point la frontière géopolitique que trace la diplomatie américaine n'a jamais autant coïncidé avec la zone d'influence (et d'usage autorisé) du dollar (voir la "punition" de neuf milliards de dollars de la BNP en juillet 2014) ?

Depuis 20 ans, les guerres ne surgissent plus là où naît une menace militaire contre les intérêts stratégiques américaines mais là où la monnaie-dette sans contrepartie émise par la Fed — et démultipliée à l'infini par l'ingénierie bancaire de l'axe City/Wall Street — est rejetée comme moyen de paiement par des pays "dissidents"... immédiatement catalogués Axe du Mal.

Qu'est-ce que l'alignement de la France sur l'OTAN dans le conflit ukrainien ou celui de Sarkozy sur Washington dans le boycott de l'Iran nous ont rapporté ?

*Qu'est-ce que la non-livraison des Mistral à la Russie va nous coûter ?*

Qu'est-ce que la non-livraison des Mistral à la Russie va nous coûter ?

Après le racket de la BNP, de quelles sanctions Washington et le Pentagone nous menacent-ils encore pour que la France renonce au respect de ses engagements ainsi qu'à la poursuite d'une diplomatie "équilibrée" (notamment vis-à-vis de la Russie) ?

A partir de quel degré de marginalisation géopolitique, de perte d'influence économique, de perte de nos marchés extérieurs au profit des multinationales américaines (qui nous font espionner par la NSA depuis 20 ans) l'Europe va-t-elle prendre conscience qu'il serait temps de réagir ?

### ▪ **N'oublions pas la Grèce**

Mais l'Europe a d'autres soucis : l'écorchure budgétaire grecque s'est infectée au fil des ans.

Le refus d'administrer des soins adéquats a été motivé par le souci de "donner une leçon" à la Grèce qui en avait trop pris à son aise avec les règles

communes.

Aujourd'hui, la plaie a dégénéré et s'est surinfectée. C'est à tel point que plus personne n'espère qu'elle pourra se refermer, même si l'Europe décidait d'appliquer des kilotonnes d'antibiotiques qu'elle ne possède plus.

Seule solution — repoussée de semaine en semaine : l'amputation.

Le FMI ne veut pas en entendre parler et veut récupérer 100% de sa mise. Quant à la BCE, elle peut y perdre gros (encours de dette grecque détenue + ELA, le fonds d'urgence aux banques) mais elle n'aurait en théorie qu'à émettre une quantité d'argent équivalente, *ex nihilo*, pour restaurer l'intégralité de son capital... sauf que cela lui est interdit.

*En réalité, la monnaie unique constitue en elle-même... le problème*

Elle risque de se tourner — ainsi qu'il est prévu par les textes européens — vers les Etats, qui eux-mêmes sont insolvable. Il ne leur resterait plus qu'à ponctionner les épargnants. C'est le scénario

"à la chypriote" ... celui qui risque d'anéantir les dernières illusions que l'euro constitue une solution à nos problèmes. En réalité, la monnaie unique constitue en elle-même... le problème.

Pour qu'une ponction ne déclenche pas une insurrection anti-Europe, il faudrait que la BCE et Bruxelles profitent d'un éventuel chaos plus global. Cette confiscation de 10% à 15% de l'épargne nette (hors endettement des ménages) déjà évoquée par Christine Lagarde serait alors diluée au milieu d'autres mesures d'exception.

Mais pousser Athènes vers la sortie — en douceur, pour ne pas traumatiser les marchés —, cela ne va-t-il pas priver la Grèce orthodoxe d'autre alternative que de basculer dans la sphère d'influence Russe ?

Comment la Turquie y réagirait-elle alors que le sanglant dossier de la ville martyre de Kobané a révélé aux yeux du monde entier la complicité objective d'Ankara dans la déstabilisation de la Syrie par les islamistes ?

Il faut souligner que la Syrie reste le seul allié et point d'ancrage stratégique de Moscou au Proche-Orient ?

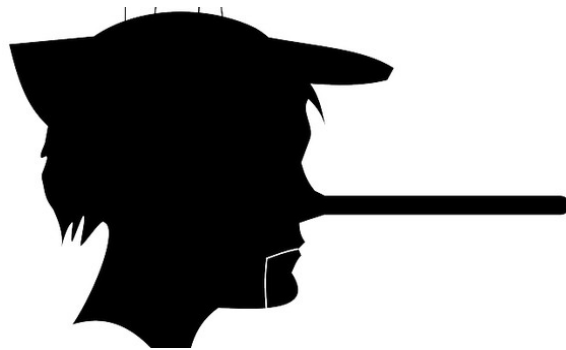
Jusqu'où l'Europe est-elle prête à tourner le dos à son principal partenaire naturel sur le sol asiatique... et que gagne-t-elle à le pousser dans le renforcement de son alliance avec Pékin ?

A-t-elle encore les moyens de se priver de richesses russes qui demeurent pour l'instant bon marché, d'éviter la faillite de l'Ukraine et d'assumer les conséquences potentiellement très fâcheuses de la stratégie de confrontation de l'OTAN avec Moscou depuis 18 mois ?

Si le QE de la BCE produisait des effets d'enrichissement incontestables, l'Europe pourrait peut-être se payer le luxe d'une guerre commerciale avec la Russie téléguidée par Washington. Sauf que l'assouplissement quantitatif est déjà en train d'échouer : trois mois après son lancement, la circulation monétaire (masse M2) poursuit son ralentissement, comme si le vrai cœur économique — celui qui pompe du vrai sang et non le sérum physiologique injecté par les banques centrales — aller s'arrêter de battre.

## « La croissance de retour pour de bon en Europe !! »

Charles Sannat 12 mai 2015



Mes chères contrariennes, mes chers contrariens !

Rassurez-vous sur le titre de cet édito. La croissance n'est pas de retour, on aimerait bien mais ce n'est pas le cas quoi qu'en dise cet article qui faisait la une avec ce titre... Pour cette fois c'est pour de bon !! J'ai beaucoup rigolé et nous allons ensemble analyser justement ce qui est dit au sujet de cette croissance par les journalistes de Reuters.

Avant cela, je voulais vous parler rapidement de cette étude dont le journal *Libération* (qui n'est pas facho d'accord) se fait longuement écho.

### **Les Français ont une parfaite conscience de la situation économique-sociale**

« L'étude de Publicis pointe trois «dissonances» majeures, dont «l'intensité» a surpris ses auteurs. La première : «Entre ce que ces Français vivent – une

aggravation de la situation de précarité et une France qui continue de glisser dangereusement, d'une façon que certains jugent désormais irréversible – et le discours ambiant autour de la reprise économique qui serait là mais qu'ils ne ressentent pas.» Autre fossé : «Entre la gravité des citoyens et le manque de sérieux des élites, avec un débat politique sans projets et concentré sur quelques personnalités dans la perspective de 2017», regrettent-ils selon Véronique Langlois. Elle évoque aussi le «sentiment d'un déni de démocratie chez des Français qui considèrent que les élus ne remplissent pas le mandat pour lequel ils ont été élus et, même, qu'ils sont carrément des obstacles aux changements urgents que la situation exige. »

Et justement, les Français, les vrais, eux, vous, nous, les classes moyennes, nous ne voyons pas de croissance. Nous ne voyons pas de pouvoir d'achat en hausse mais des prix qui montent légèrement, des salaires qui n'augmentent pas et des prélèvements en hausse, des zimpôts qui montent bref, nous nous appauvrissons. Pourtant, « on » nous fanfaronne la reprise tous les quatre matins. Mais aujourd'hui mes chers amis, sachez-le, c'est pour « de bon », hors cette expression c'est « pour de bon » est un piteux aveu sémantique des mensonges précédents sur la croissance qui était à nouveau là et la reprise pour tous... Plus personne n'y croit et la communication de nos autorités est digne de celles de l'ex-Union des Républiques socialistes soviétiques.

## **La croissance de retour pour de bon en Europe**

Je vous cite les meilleurs passages afin que nous puissions rire ensemble bien sûr, mais surtout afin de décrypter avec vous cette novlangue économique dont le seul but n'est pas de dire la vérité mais de façonner l'opinion publique et la pensée générale. Vous devez croire à la croissance économique.

Alors pour que vous y croyez, on va tordre la réalité dans tous les sens jusqu'au ridicule que vous serez prié de ne pas voir, et si vous le voyez de ne surtout pas le relever. Vous devez faire le crétin. Comme avec ce chef qui vous demande, dans un marché en baisse de 30 %, de vendre 150 % de plus que l'année précédente. Inutile de lui dire que ses objectifs sont au mieux débiles et lui abruti. Article 1 : le chef a toujours raison. Article 2 ? Quand le chef a tort... se reporter à l'article 1.

Bref, mes amis, sortons les tambours et le champagne. Nous allons avoir une croissance supérieure à celles des USA... Bendiou... ça pour une nouvelle,

c'est une sacrée nouvelle !!

« LONDRES (Reuters) – La zone euro a probablement enregistré au premier trimestre une croissance solide qui, pour une fois, la placera devant les États-Unis et confirmera sa meilleure santé après cinq années de stagnation ou de récession... »

À ce niveau, on se pose deux questions.

1/ Quelle est la croissance européenne ?

2/ Quelle est la croissance américaine ?

Après, et en fonction des chiffres, on se fait la fête. Par exemple, si la croissance américaine est de 5 % et qu'en plus la croissance européenne est supérieure genre 6 %, effectivement on va pouvoir sabler le champagne. Mais rassurez-vous, la bouteille va rester au frais et attendre un peu plus.

« Les économistes interrogés par Reuters attendent en moyenne un chiffre de +0,5 %, d'autant plus impressionnant que les États-Unis ont probablement connu sur la période une légère contraction, très temporaire toutefois. »

Hahahahahahahaha, c'est la joie mes cocos !! Et vous savez pourquoi ?

Parce que nous on a fait au mieux 0,5 % de croissance avec des taux d'intérêt à zéro, un QE de 1 000 milliards d'euros et une monnaie unique, l'euro, en baisse de 20 % !! Et avec tout ça, la croissance serait de 0,5 % alors que les USA (dont on nous vante quand même la reprise) auraient « probablement » connu une période de contraction (cela veut dire récession) mais que temporaire, mais on n'est pas sûr...

Houhouhouhouhouhouhouh j'en rigole encore !! En clair, nous on est vachement bon avec 0,5/20 et on est devant les US qui ont -0,2/20... C'est sûr qu'il y a vraiment de quoi se réjouir...

Je vous ai mis le lien, donc je vous laisse lire le reste de cette dépêche si vous le souhaitez mais je cite encore ce passage important, histoire de faire le tour de l'essentiel.

« Cette reprise est soutenue par cinq moteurs sous-jacents : (1) une demande externe plus forte ; (2) des conditions financières plus souples ; (3) la fin de l'austérité budgétaire ; (4) la baisse de l'euro ; et (5) les prix du pétrole plus bas », résumait Huw Pill, de Goldman Sachs, dans une note récente... »

Eh bien, si avec de tels moteurs « sous-jacents » c'est à ce type de résultats que l'on arrive, il n'y a pas à dire, la situation est irrémédiablement

compromise mais nous le savions déjà. En réalité, ce qui est passionnant dans cet article, c'est l'aveu d'échec que l'on peut vraiment lire entre les lignes.

Encore plus grave, les taux poursuivent leur remontée alors que la BCE, en injectant 1 000 milliards d'euros, était censée s'assurer qu'ils restent bas, très bas et pour longtemps... Alors que se passe-t-il ?

Il est déjà trop tard, préparez-vous.

### **Pour Wolfgang Schäuble, « un pays peut faire faillite soudainement »...**

D'après cet article de *20 Minutes* Suisse, »le ministre des Finances allemand Wolfgang Schäuble a prévenu samedi qu'un pays pouvait faire faillite soudainement, tout en insistant sur la volonté de l'Allemagne de maintenir la Grèce en zone euro ».

Il faut dire que la tragédie grecque se poursuit et que même si Varoufakis n'est plus en « frontal » dans les négociations avec les partenaires européens, il ne se passe pas grand-chose et les Grecs ne semblent pas vouloir céder aux diktats économiques européens qui ne serviront à rien. On ne redressera pas la Grèce avec encore plus de rigueur et de récession. Cela n'a pas marché et ne marchera pas plus...

Certains trouveront cela peut être injuste, mais demander plus d'efforts à la Grèce sera essentiellement contre-productif. Cela n'empêche pas de mettre en place certaines réformes comme les cadastres ou des systèmes permettant aux impôts de rentrer...

*Charles SANNAT*

[Source 20 Minutes suisse ici](#)

### **Reprise mondiale : en Chine, l'indice des prix à la production chute de 4,6 % !!**

Les entreprises chinoises sont tellement surchargées de travail et de commandes que les prix à la production viennent de chuter de 4,6 % au mois d'avril et désormais, sur un an, le recul est de -0,3 %... Encore une preuve supplémentaire de la reprise mondiale qui est là... et pour de bon cette fois !!

*Charles SANNAT*

BEIJING, 9 mai (Xinhua) – L'indice des prix à la production (IPP) de la Chine, qui mesure l'évolution des prix des produits à la sortie des usines, a



baissé en avril de 4,6 % en base annuelle, a annoncé samedi le Bureau d'État des statistiques (BES).

Il s'agit du 38e mois consécutif de recul, illustrant la faible demande continue du marché.

En base mensuelle, l'IPP a diminué de 0,3 % en avril, contre 0,1 % en mars.

« L'accélération de la baisse de l'IPP en base annuelle est principalement attribuée au recul du prix des carburants et des coûts de production du charbon », a déclaré la statisticienne du BES Yu Qiumei.

L'indice des directeurs d'achat (IDA) du secteur manufacturier publié par HSBC a atteint 48,9 en avril, soit un niveau inférieur aux attentes du marché de 49,4.

## Les banques centrales vont discuter des moyens pour prévenir un bank run mondial

Écrit par Folamour Crashthebug 9 mai 2015

### **AVANT PROPOS :**

Il convient de souligner que :

- L'article a le mérite d'exister, au moins en Allemagne contrairement à la France.
- Mais s'il parle des enjeux réels de l'interdiction de l'argent cash pour éviter un bank run mondial, c'est pour mieux tenter de rassurer le lecteur en disant que cela n'arrivera jamais du jour au lendemain, en même temps, sur tous les continents et sur toutes les banques.
- Bref, l'exemple de Chypre est totalement oublié, ni même mentionné, comme si cette hypothèse ne pouvait s'appliquer à l'Europe entière du jour au lendemain.

### ***Maître Confucius***

===

Les banques centrales veulent discuter lors d'une prochaine réunion sur le moyen le plus efficace pour restreindre le retrait d'argent cash. La Neue Zürcher Zeitung examine les façons dont le retrait d'argent peut être limité "en cas d'urgence". Cela peut être considéré comme un accident ou une

préparation à l'agitation qui vient. Apparemment, les banques centrales en savent plus sur l'état actuel du système financier qu'elles ne l'admettent publiquement.

Il y a des signes croissants que les banques centrales envisagent des restrictions drastiques sur les comptes bancaires. Tout d'abord, certains penseurs avaient lancé l'idée d'une interdiction sur les retraits. Surtout Kenneth Rogoff, de l'Université Harvard et Willem Buiters, économiste en chef chez Citigroup, dont les journaux ont largement relayés les contributions, et ont montré comment on pourrait interdire l'argent.

Dans certains pays, des mesures spécifiques ont déjà été prises - dans une certaine mesure comme un test -. La France a établi cet été une nouvelle loi spécifique aux comptes bancaires de manière très spectaculaire. La Suède, pionnier des paiements électroniques, a réduit un certain temps les retraits avant d'interdire progressivement l'argent cash. Les citoyens ne pourront garder du cash que dans une mesure limitée. En Grèce, une réduction drastique est aussi examinée à la lumière de la crise, les factures de plus de 70 € devraient être autorisées uniquement par chèque ou carte de crédit. La Banque Baader attend d'abord l'application douloureuse des intérêts de retard sur l'épargne avant d'officiallement abolir l'argent. La Bundesbank tente de calmer le jeu et promet qu'elle continuera à donner de l'argent cash en Allemagne.

À la fin du mois de mai, il y aura une importante conférence à Londres. Le journal Neue Zürcher Zeitung a rapporté que justement les économistes mentionnés auront leur mot à dire, ceux qui se sont distingués au cours des derniers mois pour la suppression du cash - à savoir Rogoff et Buiters. Des représentants des banques centrales de la Suisse, le Danemark, la zone euro et aux États-Unis participeront également à la réunion. Donc le but de cette réunion est bien de trouver "une solution en cas d'urgence". En effet, il est extrêmement rare que ces discussions ne concernent que des simulations.

Le journal écrit : "On espère pour le meilleur, et on se prépare au pire. Cette devise vaut également pour la politique monétaire de la Banque nationale. Certains pourraient dire que la situation des taux de change est peu à peu «normalisée», ou au moins sans détérioration, et encore [B]une nouvelle escalade est susceptible d'avoir lieu avec une plus grande probabilité[/B]. "

Ce constat conduit la NZZ à analyser les mesures qui pourraient répondre à une crise financière majeure et pourraient être renouvelées ou considérablement améliorées. Parce qu'il existe un risque de panique bancaire mondiale, mais aussi d'une perte de confiance dans les institutions financières mondiales, l'idée d'une restriction des retraits revient dans ce contexte au premier plan. La NZZ reconnaît que l'abolition complète du cash, au moins en Suisse, a peu de chance d'aboutir car les [B]droits et libertés des citoyens seraient remis en question[/B]. Mais le journal a également examiné deux autres manières de restriction du cash.

Quelle que soit la gravité de la situation, le regard est tourné vers l'avenir et le risque doit seulement être mesuré à titre expérimental. Il en serait ainsi pour une crise financière émergente et sous contrôle avec un taux d'intérêt négatif augmentant jusqu'à 5%. Ce chiffre est incroyablement grand et serait, par conséquent, de nature à une fuite massive des espèces. En effet, la conséquence néfaste des intérêts négatifs sur les résidents a déjà été récemment démontré par l'exemple des fonds de pension suisses. Ils ont retiré leur argent des banques de manière massive et maintenant le stocke dans des coffres afin d'échapper à la taxation.

Pour éviter une telle panique bancaire mondiale, la méthode la plus radicale serait l'interdiction des retraits. Il est peu probable, en Suisse et aux États-Unis parce que les économies y sont dominées par un certain libéralisme. Mais le fait que la question de l'interdiction des retraits soit discutée dans le cadre d'une conférence mondiale avec la participation des grandes banques centrales des États-Unis et de la BCE, démontre que le problème n'est pas un problème local en particulier - que les Suisses ou les Allemands ont à traiter -, mais qu'il est bien un problème global, dont les conséquences doivent être anticipées.

Pour la NZZ, cette situation est valable sous l'hypothèse que les taux d'intérêts négatifs dans les mois à venir devraient effectivement encore augmenter considérablement, avec une variante possible - à savoir une taxe ou une redevance. Cependant, cette idée semble trop difficile à mettre en œuvre, car elle revient finalement à contrôler toutes les factures d'une entreprise sur une année.

Par conséquent, une autre variante est favorisée au moins en Suisse. La NZZ écrit : "Cette variante comprend l'[B]établissement d'un taux de change entre

la monnaie de la livre et de l'argent[/B], tandis que le prix du marché change dans la mesure du taux d'intérêt négatif souhaité. Par exemple, un tel régime pourrait commencer avec un taux négatif souhaité de 3% par an aujourd'hui, et obtiendrait, pour le propriétaire de l'argent dans un an ", seulement 97%, en laissant son argent dans un compte.

On peut supposer que les délibérations soient encore à un stade précoce. Toutefois, cela ne dit rien à propos de l'état actuel du système financier. En règle générale, les grandes institutions financières sont presque toujours prises par surprise une fois qu'éclate une crise. Le fait que ces premiers tests bancaires et ces considérations théoriques soient envisagées, montrent que les grandes institutions financières regardent évidemment encore de manière très réaliste la possibilité d'un accident, et la manière de s'y préparer.

Pour les épargnants, cela signifie la nécessité d'[B]une vigilance accrue[/B]. On ne prétend pas que ces mesures seront mises en place pendant la nuit. Mais la tendance en matière de fiscalité et de restriction des retraits semblent être imparable. Les choix des déposants et des investisseurs reposent dans une plus grande diversification, qui doit avant tout pouvoir être sûre de continuer à investir de grosses sommes dans une catégorie d'actif.

La restriction des retraits peut affecter de nombreux épargnants sur la disponibilité limitée de leurs actifs, mais elle pourrait aussi, dans une certaine mesure, être vraiment décisive dans le cadre de la lutte contre la fausse monnaie.

Dans le même temps, la surveillance étroite des marchés mondiaux des devises est recommandée, car il est peu probable que tous les États doivent procéder simultanément à la répression financière. Les solutions de rechange, comme les devises, les métaux précieux ou les matières premières, sont plus que jamais d'actualité.

## **8 – Irréversibilité et perte d'information**

**Série François Roddier #8 7 mai 2006**

Au cours du 19ème siècle, il apparaît de plus en plus clairement qu'un gaz est formé de particules très petites appelées molécules et que ces molécules sont constamment en mouvement. La chaleur est donc bien une forme d'énergie mécanique. C'est l'énergie cinétique des molécules en mouvement. Celles-ci

forment un système mécanique complexe dont on ne peut étudier l'évolution que statistiquement. C'est ce que fait l'écossais James Clerk Maxwell suivi en cela par l'autrichien Ludwig Boltzmann. La température devient une grandeur statistique. C'est une mesure de l'énergie cinétique moyenne des molécules. Ces deux quantités sont proportionnelles. Le coefficient de proportionnalité s'appelle maintenant la constante de Boltzmann. C'est Boltzmann qui découvre la nature statistique de l'entropie.

**[image non disponible]**

Reprenons l'exemple précédent du gaz qui se détend irréversiblement à travers un piston qui fuit. Ce gaz est formé de molécules qui obéissent aux lois de la mécanique établies par Newton. Or, ces lois sont réversibles. Boltzmann réalise que si, à un moment donné, on inverse la vitesse de ces molécules, alors chacune d'elles va effectuer le parcours en sens inverse et le gaz va revenir à son état initial, c'est-à-dire que son entropie va diminuer. Ce phénomène n'est donc pas impossible. Il est seulement hautement improbable qu'il se produise naturellement. C'est d'autant plus improbable que les molécules d'un gaz sont plus nombreuses. Dans un gaz qui ne contiendrait que 3 ou 4 molécules, il ne serait pas impossible de les retrouver occasionnellement, au hasard de leur mouvement, toutes du même côté du piston. Dans un gaz qui contient des milliers de milliards de milliards de molécule, c'est tout simplement statistiquement impossible. On sait maintenant manipuler des ensembles de quelques molécules. On observe effectivement des fluctuations aléatoires d'entropie. Celle-ci peut donc occasionnellement diminuer mais en valeur moyenne elle ne diminue pas(1).

Il faut donc distinguer l'état microscopique d'un gaz (défini par la position et la vitesse de chacune de ces molécules) de son état macroscopique (défini par des grandeurs statistiques comme la pression et la température). Lorsqu'on supprime des contraintes (en créant par exemple une fuite dans le piston), l'état microscopique d'un système va évoluer réversiblement en accord avec les lois de Newton, mais son état macroscopique va évoluer irréversiblement d'un état peu probable vers un état statistiquement plus probable. Dans un système formé d'un très grand nombre de molécules, c'est toujours l'état le plus probable qui est observé (même nombre de molécules de chaque côté du piston). L'incertitude devient une certitude. L'état statistiquement le plus

probable étant celui d'entropie maximale, l'entropie apparaît comme une mesure de cette probabilité.

Ainsi l'irréversibilité provient de notre impossibilité de connaître et de contrôler le mouvement de chacune des molécules. Nous verrons que l'entropie est aussi une mesure de ce manque d'information, c'est-à-dire de notre ignorance. On peut imaginer que si l'on connaissait avec suffisamment de précision la position et la vitesse de chacune des molécules de l'air qui nous entoure, alors on pourrait prédire le temps qu'il va faire (et reconstituer le temps qu'il a fait) pendant des années. Mais nous ne connaissons que la pression, la température, et la vitesse du vent en certains points du globe. Cela limite nos prévisions à quelques jours. La moindre erreur s'amplifie et rend toute prévision illusoire. C'est l'image symbolique du battement d'aile d'un papillon qui peut être à l'origine d'un cyclone. Vu l'immensité du nombre de molécules l'évolution qu'on observe, est toujours l'évolution macroscopiquement la plus probable, c'est-à-dire celle qui maximise l'entropie. C'est aussi celle qui minimise notre possibilité de prévoir l'avenir. Quand l'entropie augmente, le passé s'estompe et l'avenir devient imprévisible.

Le déterminisme du XIX<sup>ème</sup> siècle était fondé sur l'idée qu'on pouvait théoriquement connaître avec une précision infinie la position et la vitesse de toutes les particules de l'univers et donc prévoir entièrement son évolution future. La mécanique quantique a définitivement éliminé cette possibilité en établissant la relation d'incertitude de Heisenberg qui dit que toute amélioration de la précision sur la position d'une molécule se traduit par une dégradation de la précision sur sa vitesse et vice-versa. L'information que l'on peut avoir sera donc toujours limitée par la mécanique quantique. Notre degré d'ignorance est maintenant parfaitement établi. On peut mesurer l'entropie de façon absolue. C'est la fin du déterminisme et le rétablissement du libre arbitre. Contrairement à ce que pensait Einstein, Dieu joue effectivement aux dés: le hasard est inscrit dans les lois de la nature.

L'américain Claude Shannon fut le premier à relier la notion d'entropie à celle d'information. Il le fit pendant la dernière guerre mondiale alors qu'il travaillait aux laboratoires Bell sur les moyens de communication. Il cherchait alors à établir une théorie mathématique de l'information, notion qui paraissait jusque là subjective. Il remarqua que l'information dépend de

notre connaissance à priori. Un événement certain n'apporte aucune information. L'information dépend donc de la probabilité d'un événement. Plus celui-ci est improbable plus l'information qu'il apporte est élevée.

Le jeu du portrait illustre parfaitement la théorie de Shannon. Ce jeu consiste à deviner le nom d'une personne ou d'un objet à partir de réponses par oui ou par non. Celui qui pose le plus petit nombre de questions à gagné. La stratégie consiste à maximiser l'information contenue dans la réponse. Une réponse prévisible n'apportant pas d'information, il faut donc poser des questions telles que la réponse soit la plus imprévisible possible. Pour cela, il faut que les deux réponses possibles (oui ou non) aient la même probabilité  $1/2$ . On obtient alors le maximum d'information que peut apporter une variable binaire, c'est-à-dire une variable qui ne peut prendre que deux valeurs (oui ou non, 0 ou 1).

La quantité d'information apportée par une telle variable binaire est prise par Shannon comme unité de mesure de l'information. Il lui donne le nom de bit, contraction de l'anglais "binary unit". Son expression mathématique de la quantité d'information est (au signe près) en tout point semblable à l'expression de Boltzmann pour l'entropie. L'entropie est donc effectivement une information au sens de Shannon. C'est l'information que l'on perd dans une transformation irréversible (quand l'information diminue l'entropie augmente). La théorie de Shannon est à la base de toutes les nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC), notamment les méthodes de compression de l'information.

Ainsi le monde est à la fois prévisible et imprévisible. Il est prévisible en ce sens qu'il obéit à des lois strictes, immuables et parfaitement identifiables. Les mêmes causes produisent toujours le même effet. Mais il est en même temps imprévisible parce que notre connaissance du monde est fondamentalement limitée et que la moindre incertitude sur cette connaissance rend caduque toute prévision à long terme. L'avenir réserve toujours des surprises.

**NOTE :**

(1) voir (en anglais): <http://www.aip.org/pt/vol-58/iss-7/p43.html>

# Bulle boursière ? Les banques centrales seront aux manettes

[... du Titanic]

Posté le 12 mai 2015 par Bruno Colmant

Ces derniers jours, de nombreux organismes d'envergure internationale s'inquiètent de la hausse des marchés d'actions. Des bulles se sont-elles formées ? C'est impossible à dire, tant elles sont inhérentes – je devrais dire consubstantielles - aux marchés d'actifs...qui ne sont peut-être que bulles et éclatement. Mais la question n'est pas là : si une bulle gigantesque s'est formée au travers de taux d'intérêt historiquement bas et qu'elle explose, les banques centrales feront ce qu'elles doivent faire pour que l'économie la surmonte. Il s'agira d'imprimer de la monnaie. C'est pour cette raison que je reste convaincu que l'aboutissement de cette situation inouïe que nous traversons sera un dévoiement de l'étalon monétaire, c'est-à-dire de la représentation de la valeur au travers de la monnaie. Il s'agit donc de l'inflation. L'Armageddon monétaire est donc toujours évitable...mais au prix de la monnaie elle-même.

## Grèce : ENCORE DEUX SEMAINES AU PLUS...

12 mai 2015 par François Leclerc

Le gouvernement grec a encore deux semaines de trésorerie devant lui au plus selon Yanis Varoufakis qui ne veut pas « tourner autour du pot ». Mais en dépit d'un ton accommodant, une sorte de supplice chinois est poursuivi. Réunion après réunion des « progrès » sont constatés par les dirigeants européens, mais il reste toujours « un effort à faire ». Les fameuses *lignes rouges* qu'ils se gardent d'identifier font toujours obstacle à l'accord qu'ils veulent imposer et qui porterait un nom : capitulation. Traçant au contraire ses lignes de défense, le ministre grec des finances a formulé deux principes de base : « mettre fin au cycle déflationniste » et « mieux répartir le fardeau des plus faibles sur les autres ».

Le gouvernement grec participe à la stratégie de communication qui consiste à arrondir les angles, et en rajoute même, afin de ne pas aller à l'encontre d'une opinion publique grecque inquiète à la perspective d'une rupture. Ce qui l'a conduit, après débat interne semble-t-il, à consacrer ses fonds de tiroir



au paiement d'une échéance de remboursement du FMI, dont l'annonce a été opportunément faite lors de la réunion d'hier de l'Eurogroupe. Sous la forme d'une énième tentative de débloquer des fonds, mais une fois de plus sans succès. Seule lueur d'espoir apparue, une remarque de Jeroen Dijsselbloem, qui pas plus que Pierre Moscovici ne se décide à s'opposer ouvertement à la ligne dure qui prédomine, mais qui laisse entendre la possibilité d'un déblocage partiel dans des conditions entourées de mystère.

Toujours à l'offensive, Wolfgang Schäuble, affecte ne pas craindre la perspective d'un referendum en Grèce, coupant ainsi l'herbe sous le pied aux Grecs qui en ont fait un moyen de pression. Le délai de deux semaines annoncé par Yanis Varoufakis est pourtant valable pour tout le monde, mais le ministre allemand milite depuis longtemps pour la sortie de la Grèce de l'euro et n'en a cure. Les autres ministres laissent faire quand ils n'abondent pas dans son sens. Le silence des responsables français est-il à rapprocher de la déclaration du pore-parole du gouvernement Stéphane Le Foll, qui a déclaré que la France faisait « confiance au gouvernement allemand pour prendre toutes décisions nécessaires » à la suite des accusations d'espionnage des services allemands en liaison avec la NSA américaine ? Ou bien de celle de Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères, pour qui « ça ne remet en aucun cas en cause notre amitié qui est indéfectible » ? Non mais quelle audace !

## **Grèce : Rodomontades en tous genres**

*12 mai 2015 par Paul Jorion*

Souvenez-vous : « Dernière ultime limite pour trouver un accord : => **demain** < = ! Le gouvernement grec => **acculé** < = n'a d'autre choix que de plier ! »

Et patati et patata... Combien de fois n'avons-nous pas entendu ces rododontades made in Troïkaland depuis la victoire de Syriza aux élections grecques du 25 janvier ?

La dernière échéance « Plus ça passe ou ça casse que ça, tu meurs ! », c'était le 11 mai.

Le 11 mai, rappelez-vous, c'était hier.

Chaque jour qui passe est un jour de gagné pour le gouvernement Tsipras et

dans la lutte des peuples en général contre une religion féroce appelée Troïka.  
Ne nous y trompons pas !

Allez les Grecs !

## **Grèce/Eurogroupe : le feuilleton commence à sacrément lasser !**

par **Le Yéti - Brèves de Yéti 12 mai 2015**

Toujours pas d'accord entre l'Eurogroupe et la Grèce au soir pourtant décrété fatidique du 11 mai !

Bon d'accord, la Grèce ne cède rien ou presque. Mais en attendant, n'avance guère non plus, et semble plutôt s'enliser dans un état comateux façon hashtag #chloroforme.

Bon d'accord, l'Eurogroupe tente par tous les moyens de gagner du temps et d'empêcher toute rupture irrémédiable et irréparable pour ses petites affaires foireuses. Pour trois raisons faciles à comprendre :

- la Troïka (BCE, Commission de Bruxelles, FMI) n'a plus vraiment les moyens de ses pressions ;
- la Troïka, si elle venait à céder, a une trouille bleue de la contagion qui s'ensuivrait (Espagne, Portugal, Italie, Irlande...) et des conséquences désastreuses pour ses chères banques créancières ;

la Troïka est gouvernée par des cornichons bêtes comme leurs pieds : Draghi, Juncker, Lagarde... (et je vous épargne les inénarrables Dijsselbloem et Moscovici !).



*Cueillette... dans les ordures. Athènes, avril 2015*

Tu restes ou tu pars, mais tu te décides !

Nous, en attendant, spectateurs vaillamment attentifs, intéressés, impliqués, commençons à ressentir comme un ennui lancinant devant cet interminable feuilleton sans rebondissement.

Mais il est vrai que nous ne sommes pas grecs. Qu'en pensent les Grecs ? L'ami Panagiotis Grigoriou commence à sérieusement s'exaspérer de cette « Escrocrise ». Et Stathis Kouvelakis, de l'aile gauche de Syriza, annonce avec humeur qu'est désormais venue « L'heure de la rupture ».

Je me souviens de cette sentence affichée jadis par un vieil ami à moi dans sa cuisine :

« Tu fais comme tu veux, tu restes ou tu pars, MAIS TU TE DÉCIDES ! »

## **Pourquoi la Federal Reserve US monterait-elle son taux directeur ?**

**Pierre Leconte Forum Monétaire de Genève 6 mai 2015**

Les marchés financiers sont agités par la question de l'éventuelle hausse de son taux directeur par la Federal Reserve, dont on ne sait même pas avec certitude quel impact elle aurait si elle intervenait prochainement !

La hausse du dollar US, la chute des prix du pétrole, de l'or et des

principales matières premières, la faiblesse persistante de l'économie US et du pouvoir d'achat de la majorité des Américains, donc de leur consommation domestique, mais surtout la chute ininterrompue de la vitesse de circulation de la monnaie et du multiplicateur de crédit et aussi la hausse du déficit commercial, en dépit d'une amélioration relative du niveau de l'emploi, du relèvement de certains salaires et de la hausse ces dernières années du marché des actions aux USA, tout cela dresse un panorama déflationniste et récessionniste de l'économie US ne plaidant absolument pas pour une hausse prochaine de son taux directeur par la Federal Reserve.

Alors pourquoi agirait-elle ainsi ?

Quatre hypothèses sont à envisager: 1/ Parce qu'elle craint une inflation future qu'elle veut contrer avant qu'elle ne se produise, 2/ Parce qu'elle veut ralentir la bulle des actions avant qu'elle devienne incontrôlable et se termine par un krach, 3/ Parce qu'elle veut se redonner des moyens de stimulation qu'elle n'a plus pour le cas où une nouvelle récession interviendrait, 4/ Pour satisfaire l'énorme pression des banques, compagnies d'assurance et fonds de pension US dont la rentabilité est tombée très bas, en raison du taux directeur zéro, ce qui dégrade fortement leurs marges (sur les prêts étudiants, particuliers, automobile et immobilier qui constituent l'essentiel de leurs engagements) et donc leurs bilans.

C'est à notre avis la 4<sup>ème</sup> hypothèse qui serait la bonne, étant donné que la Federal Reserve est au service des grandes banques « Too Big To Fail » – TBTF – (qui en sont les actionnaires et qui emploient ses anciens dirigeants aussitôt qu'ils quittent leurs postes à la banque centrale) donc de Wall Street et non pas de « Main Street ». D'autant qu'en relevant son taux directeur le blason de la Fed serait, pense-t-elle, redoré puisqu'elle pourrait argumenter que le début de normalisation de sa politique monétaire en matière de taux courts montrerait que son action a été couronnée de succès étant donné qu'elle commencerait à y mettre un terme (le même argument fallacieux ayant été employé par elle lors de l'arrêt de son Quantitative Easing 3).

Ce qui explique que personne de censé ne comprend la reprise à la hausse actuelle des taux à moyen et long termes US, tellement injustifiée du point de vue économique, parce que c'est un motif tout autre que la situation économique qui en est la raison.

Alors que la reprise des taux à moyen et long termes allemands et européens

s'explique, elle plus logiquement, par le risque de sortie de l'euro d'une Grèce en faillite que ses partenaires ne veulent plus aider, par l'échec annoncé du QE de Draghi (tout QE au bout de quelques temps faisant mécaniquement remonter les taux d'intérêt à moyen et long termes), par la révolte des investisseurs, particuliers et institutionnels, n'acceptant pas des taux négatifs qui les ruinent, par le fait que les taux à moyen et long termes allemands et européens ont baissé beaucoup plus bas que les taux correspondants US ce qui n'est pas « normal ».

La question est: La Fed va-t-elle commettre la même erreur qu'en 1937, lorsqu'elle avait infléchi trop tôt sa politique monétaire laxiste d'alors, ce qui avait provoqué le retour de la dépression et un second krach boursier après celui de 1929 ? La réponse est probablement oui, sans que l'on puisse dire quand !!! Tout simplement parce le relèvement de son taux directeur par la Fed, entraînant une bien meilleure rémunération des énormes réserves en cash déposées par les banques TBTF auprès d'elle, les dissuaderait plus encore que maintenant de les investir dans l'économie réelle, de les prêter ou même d'acheter des obligations d'Etat US avec ce cash. Tout en faisant remonter les taux d'intérêt à moyen et long termes US, mais aussi allemands ou européens, et donc le dollar US contre la plupart des monnaies au moment où il ne le faut pas pour les grandes entreprises US qui perdent de plus en plus de marchés à l'extérieur...

Nous pensons donc maintenant (les déclarations de certains dirigeants de la Fed nous ayant fait changer notre point de vue à cet égard) que, même si la situation de l'économie US ne le justifie pas, la Fed devrait à la première occasion relever son taux directeur pour satisfaire les pressions des banques américaines TBTF dans ce sens, dont le lobby est tout puissant. Nous avons dès lundi 4 mai 2015 liquidé le reste de notre position longue sur les obligations d'Etat US (sur les TMF au dessus du support vers 80 USD) et vers 1,12 nos protections contre une éventuelle reprise de l'euro/dollar US. Nous restons totalement investis en dollar US, sans obligations US, japonaises ou européennes et sans actions US, japonaises ou européennes, devenues illisibles et qui à court terme vont nulle part.

Nous ne nous intéressons actuellement plus qu'aux actions des marchés émergents, en particulier chinois et indien, et accessoirement russe et sud-américain (le pétrole brut remontant ce qui leur est plutôt favorable), dans

lesquelles nous avons investi MODÉRÉMENT (en gardant au stade actuel de fragilité globale des marchés occidentaux et japonais encore beaucoup de cash) via plusieurs ETF et fonds spécialisés, la dernière « une » de Barron's, célébrant les performances de la bourse chinoise tout en soulignant la difficulté de la bourse US à aller plus haut, étant révélatrice du changement de direction des investisseurs.

Il est temps de cesser tout nombrilisme et de considérer le processus de mondialisation, non plus du côté des pays occidentaux et du Japon dont les économies entrées dans la GRANDE STAGNATION SÉCULAIRE – DÉFLATION ont été détruites par les politiques ultra keynésiennes de leurs banques centrales, le vieillissement de leurs populations et la GLOBALISATION ANARCHIQUE conduisant à leur désindustrialisation via les délocalisations massives c'est-à-dire au chômage de masse desdites populations, mais de considérer les pays émergents et en développement là où se situe la CROISSANCE FUTURE (alimentée principalement par l'augmentation de leur consommation intérieure).

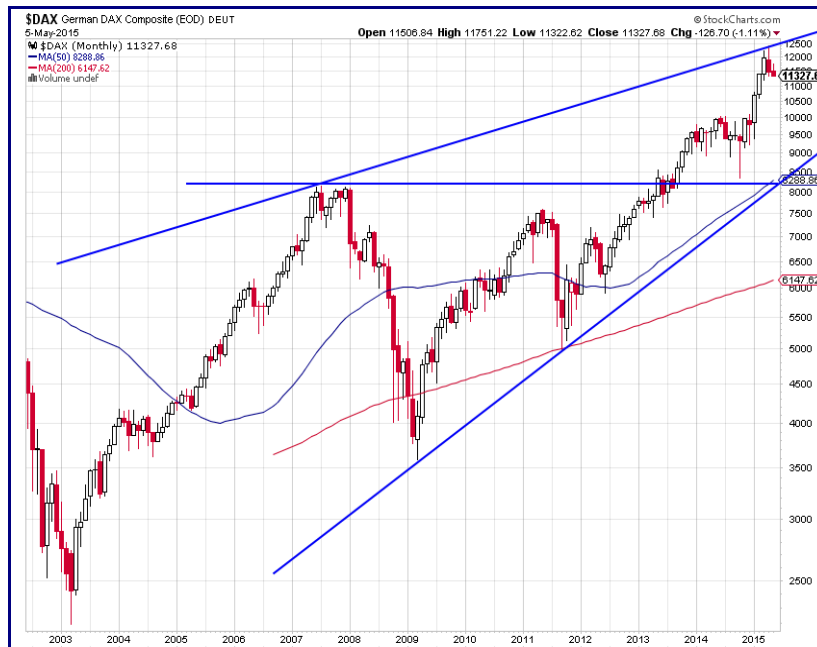
Au chapitre des incohérences récentes et actuelles des marchés financiers US, européens et japonais, l'analyste Tom Bowley a le 1er mai 2015 publié le graphique ci-dessous montrant que les actions US ont tendance à baisser voire à faire du surplace lorsque les taux longs US baissent, ce qui est normal puisque lorsque ces taux longs baissent les investisseurs achètent des obligations et vendent leurs actions, de telle sorte que la hausse des actions US depuis début 2014 n'aurait pas dû se produire puisque les taux longs ont baissé et que les obligations sont montées. Les explications de cette anomalie sont le rachat massif de leurs propres actions par les grandes entreprises en 2014- 2015 lequel ne s'était jamais produit auparavant à une telle échelle et le High Frequency Trading (HFT) généralisé aux USA qui tous deux ont faussé les cours des actions. Tout cela ayant été rendu possible par le MALINVESTISSEMENT (mauvaise allocation des actifs) que les banques centrales occidentales et japonaise ont provoqué en intervenant constamment via leur centralisme monétaire, détruisant toute efficacité du « marché » qui n'est plus libre de confronter l'offre et la demande mais contraint de s'ajuster aux diktats des dites banques centrales !!! Comme en laissant faire les manipulateurs du HFT...



Que va-t-il maintenant se passer sur les actions US si les taux longs US montent, du fait du relèvement EFFECTIF ou de L'ANTICIPATION de ce relèvement (ce qui revient plus ou moins au même) de son taux directeur par la Fed ? Impossible à pronostiquer... En tous cas, les grandes entreprises devant bientôt payer l'argent plus cher et les cours de leurs actions étant sur-évalués, leurs rachats devraient diminuer. Le même raisonnement vaut pour l'Europe et le Japon mais pas pour les marchés d'actions des pays émergents, dans lesquels les rachats d'actions et le High Frequency Trading étant marginaux, ils ne montrent pas une telle sur-évaluation.

La seule certitude c'est que les indices DJIA et S&P 500 (idem pour les marchés d'actions européens et japonais) sont au sommet ou proches du sommet d'un cycle et se montrent actuellement incapables d'aller beaucoup plus haut sans correction sensible préalable...

La cassure à la baisse du support du DJIA vers 17.550 serait significative...



Ce pourrait être un moment très difficile à passer d'autant que, avec la déroute temporaire ou durable de l'obligataire entretenant une crise des liquidités disponibles, IL N'Y AURAIT PLUS DE PROTECTION POSSIBLE sauf à faire le plus de cash (en dollar US vers lequel on se tourne quand on a peur) et à investir (pour le moment modérément) dans les actifs émergents. A noter que la Banque de Chine, pour tenter de s'exonérer des turbulences internationales, met en place son propre QE et que la BIS, pour son propre compte ou celui des États qui sont ses clients ayant besoin de cash, vend de l'or.



# Pétrole : il faut « oublier l'idée d'un baril à 100 dollars »

Les Echos | Le 11/05 2015

Pour l'ex-ministre qatari du pétrole, l'Opep ne doit pas réduire unilatéralement sa production.

L'ex-ministre qatari du pétrole Abdallah al-Attiyah a mis en garde lundi les membres de l'Opep contre une **réduction unilatérale de leur production pétrolière**, ajoutant que l'idée d'un cours du baril à 100 dollars devait être oubliée. « *L'Opep ne devrait rien faire parce qu'elle ne dicte plus les tendances* » comme elle le faisait autrefois, a-t-il déclaré, alors qu'il était interrogé à Koweït sur l'éventualité d'une baisse de la production par l'[Organisation des pays exportateurs de pétrole](#) (Opep), dans le but de faire grimper les prix de l'or noir. « *Ils ne peuvent pas et ne vont pas diminuer [la production], à moins que des producteurs en dehors de l'Opep ne se joignent à eux* », a-t-il ajouté.

Abdallah al-Attiyah, qui fut ministre de l'Energie dans le riche émirat gazier durant près de deux décennies, a insisté sur la nécessité de conclure un accord contraignant avec les producteurs non membres de l'Opep, avant de diminuer la production. « *Autrement, ils perdront des parts de marché et d'autres profiteront de prix élevés tout en produisant plus* », a-t-il assuré.

## **Oublier l'idée d'un baril à 100 dollars**

Le cartel de douze pays est actuellement en pourparlers avec d'autres pays producteurs pour trouver un accord avant une réunion de l'Opep début juin, selon l'ancien ministre qatari. Les cours du brut ont perdu près de 60% de leur valeur entre juin 2014 et février 2015, en raison d'une surabondance de l'offre et d'une baisse de la demande. La tendance à la baisse des cours a été exacerbée en novembre dernier lorsque l'Opep a refusé de réduire son offre pour soutenir les prix en affirmant vouloir défendre sa part du marché.

Abdallah al-Attiyah a enfin assuré que le monde devrait oublier l'idée d'un baril de pétrole à 100 dollars -soit le niveau avant la chute des cours- et estimé que les prix se stabiliseraient autour de 60-70 dollars le baril. Selon lui, il y a un surplus d'au moins deux millions de barils par jour (mbj) sur le

marché, plusieurs pays ayant accumulé d'importantes réserves, les plus élevées depuis 30 ans.

## **Et si l'abeille disparaissait du globe?**

9 mai, 2015

Posté par **Benji Les Moutons enragés**

Une incroyable épidémie se propage de ruche en ruche. Les ruches se vident ! Les abeilles disparaissent sans laisser de traces! Elles s'éteignent par milliards, notamment aux Etats-Unis où se sont volatilisées entre 60 et 90 % des butineuses.

A ce rythme, bientôt il n'y aura plus d'abeilles et ça ne semble inquiéter personne... Pourtant les abeilles pollinisent 40% des ressources de la planète! Pas d'abeilles, pas de vie ! Nous sommes confrontés à une éradication de la population des abeilles relativement mystérieuse de par son ampleur.



Ces disparitions sont multifactorielles : pesticides, insecticides, OGM (les abeilles se nourrissent de plantes transgéniques), pollution électromagnétique (les tours de téléphonie mobile sont plus puissantes), la génétique (insémination artificielle de la reine en laboratoire)...

« Si l'abeille disparaissait du globe, l'homme n'aurait plus que quatre années à vivre. » L'auteur de cette prédiction apocalyptique ? **Albert Einstein !**

Les scientifiques sont alarmés car 80 % des espèces végétales ont besoin des abeilles pour être fécondées. Sans elles, ni pollinisation, et pratiquement ni fruits, ni légumes. Des Etats-Unis, au sud de la France, de l'Australie à la Chine, des scientifiques mènent l'enquête et tentent d'enrayer cette disparition qui nous concerne au plus haut

point !!

Les scientifiques disent que nous risquons une catastrophe mondiale, car la majorité des abeilles ont disparu.



[https://www.youtube.com/watch?feature=player\\_embedded&v=RpSNeU5UXoM](https://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=RpSNeU5UXoM)

## [La Fed peut-elle prédire les mouvements boursiers?](#)

Bernard Mooney Publié le 11/05/2015 LesAffaires.com

Mercredi dernier, **Janet Yellen**, la présidente de la **Federal Reserve**, a déclaré que «l'évaluation du marché boursier était généralement «assez élevée» («quite high») et que cela soulevait des «dangers potentiels». La Bourse a chuté pendant 90 minutes, avant de se reprendre...

Cela a rappelé la déclaration semblable d'Alan Greenspan le 5 décembre 1996 à propos d'exubérance irrationnelle. La Bourse avait ouvert en baisse de 2% à la suite de ces commentaires, avant de se reprendre et continuer sa marche haussière pendant plus de trois ans.

Depuis mercredi, les investisseurs sont bombardés de commentaires et d'informations sur la Bourse et son évaluation. On se fait lancer des chiffres et des données par la tête, comme le ratio cours/bénéfices du S&P 500, etc. Et ils ont leur importance, mais il ne faut jamais oublier le contexte et les nuances.

Par exemple, le S&P 500 était à plus de 100 fois les profits au milieu de 2009, soit un ratio cours/bénéfices astronomique. Pourtant, c'était un moment historique pour acheter.

Les bénéfices étaient déprimés, de façon historique aussi, et les investisseurs achetaient l'avenir. Curieusement (en fait, pas si curieusement), le S&P se vendait environ 17 fois les bénéfices de 2010, hum, évaluation pas bien différente de celle actuelle (le Dow Jones se vend 16,6 fois les bénéfices ; le S&P 500 21,1 fois les profits des 12 derniers mois et moins de 18 fois ceux des 12 prochains mois).

D'ailleurs, si vous regardez le ratio cours/bénéfices médian du S&P 500, vous arrivez à moins de 15.

Me voilà en train, moi aussi, de vous saupoudrer de statistiques. Pourtant, vous n'en avez pas besoin. Regardez autour de vous: voyez-vous de l'enthousiasme délirant pour la Bourse? Je ne pense pas, du moins pas dans mon entourage. Ceux qui sont déjà investis me disent qu'ils craignent vraiment une correction ou encore pire...ceux qui ne le sont pas, eh bien, sont bien contents car ils sont convaincus que ce n'est qu'une question de temps avant l'écroulement.

Comme le disait si bien **John Templeton**, les marchés haussiers meurent dans l'euphorie. Et c'est loin d'être le cas actuellement. Et c'est votre principal indicateur, à mon avis.

Je peux même vous prédire que bien des gens qui se tiennent loin de la Bourse s'y tourneront, avec optimisme et conviction, au pire moment, et là, le contexte sera dépeint comme universellement favorable.

Nous sommes toutefois loin de là.

Pour revenir à Madame Yellen et plus spécifiquement à la question que je pose au début, à mon avis, prédire la Bourse est encore plus difficile que prédire l'économie. La présidente, avec son poste à la banque centrale, a accès à une quantité phénoménale d'informations, de statistiques et de

données. Elle peut se payer les meilleures firmes de consultants, les économistes les plus brillants, etc.

Et vous savez quoi, malgré cela, la Fed s'est constamment trompée depuis plus de cinq ans quant à la force de l'économie américaine, surestimant l'inflation, la création d'emplois et la croissance.

Et voilà que Janet Yellen se lance dans la prévision boursière...pas très sérieux à mon avis ! Autant la Fed que sa dirigeante ne sont pas capables de prédire la Bourse, voilà la froide réalité.